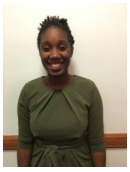
RES PUBLICA

Volume II, Numéro III, 12 janvier 2017

Le désespoir nous pousse à faire de drôles de choses



Dardia Garcelle Joseph

Rédactrice en chef

L'Équipe du *Res Publica* souhaite remercier publiquement le gouvernement d'avoir pris en considération la lettre adressée à madame la première ministre.

Nous tenons également à féliciter le gouvernement pour l'adoption de sa politique générale. À travers les caucus, en dépit d'une motion de censure, et un peu beaucoup — il faut l'avouer — en raison d'un vote d'abstention, le gouvernement a su garantir sa pérennité.

Si hier, nous appréhendions le futur, l'ouverture aujourd'hui démontrée par le parti au pouvoir semble être le gage « d'une nouvelle ère ».

Avec la création historique d'un ministère de l'Intérieur, c'est la sécurité de tous les citoyens qui s'en trouve accrue. Avec la mise sur pied du ministère des PME, de l'Allégement réglementaire aux Grandes Entreprises et de la Privatisation, c'est le retour de grands jours en politique qui s'annonce.

Cette assermentation d'une ministre désignée à l'unanimité par son caucus et la transparence de la coalition envers les médias témoigne d'une alliance forte qui, nous en sommes convaincus, saura résister à toutes les politicailleries tentant de déstabiliser le bon fonctionnement de l'Assemblée.

Espérons que certains comprendront qu'au final, les seuls gagnants seront toujours ceux qui s'engageront dans un dialogue constructif.

Ceux qui comprennent créeront des initiatives comme Médi-Québec et feront profiter aux Québécois des bénéfices de l'implication du privé dans le domaine de la santé.

Ceux qui ne comprennent pas continueront à croire qu'il est plus amusant de ne pas joindre la ronde et resteront dans leur coin à envoyer des ultimatums qu'ils ne seront pas capables de tenir.

Quant à nous, chers lecteurs et lectrices, nous continuerons d'être fidèles au rendez-vous.

Sur ce, bonne lecture!

Photo: Archive Assemblée Nationale

<u>Exclusif:</u> le ministère des Relations internationales et de la Francophonie part à la conquête économique de l'Afrique de l'Ouest.

Charlène Marois

Journaliste

Dans une entrevue accordée hier au journal *Res Publica*, le ministre William Bolduc a annoncé une mission économique à Dakar, au Sénégal. Plusieurs personnes seront impliquées dans ce projet de grande envergure.

Voici une description détaillée du projet en quelques points clés :

Acteurs :

Ceux qui y prendront part sont la première ministre, le ministre des Relations internationales et de la Francophonie ainsi que le ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation. Ils seront accompagnés de gens d'affaires dont Marcel Adams, Robert Miller et Alexandre Taillefer. Certaines ONG y prendront également part.

But :

Le gouvernement a comme but principal de renforcer ses rapports commerciaux, de bâtir de nouveaux partenariats d'affaires et d'intégrer de nouveaux marchés. Il compte mettre de l'avant l'expertise québécoise dans certains secteurs tels que les infrastructures, les transports, la protection de l'environnement, l'agriculture et l'éducation.

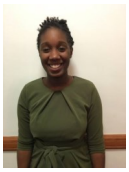
Quand? Comment?

Cette mission sera inscrite dans le budget annuel du ministère des Relations internationales. Elle aura lieu du 22 au 25 février 2017.

Pourquoi le Sénégal?

Le Sénégal est un pays de choix pour le gouvernement dû à son essor économique récent, ce qui en fait un marché en pleine expansion. De plus, depuis la création du Bureau du Québec à Dakar, le gouvernement souhaite profiter de cette occasion pour développer de nouvelles relations économiques, politiques et culturelles avec les pays africains – le Sénégal étant de surcroît membre de plein droit de l'organisation de la Francophonie. Malgré cette mission concentrée en Afrique de l'Ouest, les conservateurs assurent rester ouverts à toute autre opportunité qui leur permettrait d'élargir le réseau diplomatique du Québec.

Adoption de la politique générale : Lindsay Jean en impose



Dardia Garcelle Joseph

Journaliste

Réplique de la première ministre

Répondant aux récriminations de la deuxième opposition officielle, la première ministre Lindsay Jean s'est tenue devant la chambre d'assemblée et a défendu avec tact les visées idéologiques de son parti, hier matin.

Réitérant son désir de collaboration, la chef du gouvernement a mentionné la nécessité de l'expression plurielle d'opinions dans l'exercice démocratique, avant de répondre aux critiques des deux groupes d'opposition.

En réponse aux remous causés par l'annonce de la création d'une vigile citoyenne, elle a affirmé sa confiance envers les compétences des forces de l'ordre et a clarifié que loin d'être une initiative unilatérale, cette mesure serait étroitement encadrée.

Madame Jean a aussi mis de l'avant la nécessité de faire entrer le Québec dans une ère de prospérité. Pour ce faire, l'équilibre budgétaire et l'instauration d'un marché libre et compétitif ont été mentionnés.

La privatisation pour de meilleurs soins

Erika Lalancette

Journaliste

Lors de la tenue des déclarations ministérielles, la ministre de la Santé et des Services sociaux Jade Beaupré-Touchette a annoncé que le gouvernement voulait privatiser une partie du secteur de la santé.

Pour ce faire, les Forces conservatrices du Québec comptent offrir la médecine ambulatoire aux aînés, soit une mesure qui leur permettrait de bénéficier de soins à domicile et ainsi désengorger le système de santé. Ce projet serait financé grâce à l'intégration de partenaires privés dans la construction de CHSLD.

En réponse à cette annonce, l'opposition officielle a soulevé que ces changements iraient à l'encontre de la réalité des gens en perte d'autonomie. Le Parti vert l'avenir dénonce les coûts élevés que les patients devraient débourser. À ses yeux, ces changements rendraient inégales les chances des aînés de bénéficier de bons soins de santé. D'ailleurs, le PVA a déploré l'inévitable perte de temps lors des déplacements des spécialistes pour pratiquer la médecine ambulatoire.

Malgré ces réticences, le gouvernement compte bien aller de l'avant avec ce projet. Le FCQ considère que ces nouveaux soins seront de meilleure qualité et a précisé se soucier de la dignité de ses aînés.

Photo : Archive de l'Assemblée nationale

Erratum

Nous sommes désolés de la coquille qui s'est glissée dans l'édition du mardi 10 janvier 2017, dans l'article de Catherine Mac Neil intitulé « Qu'est-ce qui nous attend avec un gouvernement conservateur au pouvoir?». « La nomination d'une femme au poste de première ministre, une première dans l'histoire du Forum étudiant » est à remplacer par « La nomination d'une femme au poste de première ministre, une cinquième dans l'histoire du Forum étudiant».

Toutes nos excuses,

L'équipe du Res Publica

Le Parti vert l'avenir encore isolé

Catherine Fontaine

Journaliste

Steve Boudreau, le chef du Parti vert l'avenir, a répliqué au discours de la première ministre Jean à l'occasion de la deuxième séance de la 25e législature du Forum étudiant.

Lors de son allocution, monsieur Boudreau a émis plusieurs critiques à l'égard de la politique générale du gouvernement, notamment en matière d'environnement, de patrimoine, de privatisation, de santé et d'éducation.

Le chef du PVA a pointé du doigt le projet d'exploitation pétrolière sur l'île d'Anticosti, qu'il estime « incohérent et voué à l'échec » ainsi que la proposition d'une taxe du carbone de la part des Forces conservatrices. Il a mentionné que seule l'implantation d'une bourse du carbone universelle et obligatoire pour toutes les entreprises serait acceptable. Il s'est abstenu de commentaires au sujet du projet du gouvernement de faire de la Gaspésie une réserve naturelle protégée.

En matière de santé, le projet de partenariat public-privé annoncé par Mme Jean afin de désengorger les urgences a quant à lui été qualifié de simpliste par monsieur Boudreau. Ce dernier s'oppose également à la participation de collaborateurs privés en éducation, dénonçant l'ingérence d'entreprises dans un secteur aussi important pour la société québécoise.

C'est d'ailleurs pour éviter une trop grande proximité entre le secteur public et privé que le PVA a tenté une manœuvre audacieuse, en proposant à l'Alliance libérale du Québec de s'allier à lui pour contraindre le gouvernement à créer la société d'État Pharma-Québec. Cette démarche a toutefois rapidement été rejetée par l'ALQ, qui s'est plutôt entendue avec le FCQ sur l'instauration d'un programme visant à favoriser l'accessibilité aux médicaments.

La guerre, la guerre… c'est pas une raison pour se faire mal

Catherine Mac Neil

Charlène Marois

Journalistes

« On n'a pas gagné la guerre c'est clair, mais on a gagné une bataille », Laurent Charbonneau

À la suite du discours de la première ministre Jean, le chef de l'Alliance libérale du Québec, Laurent Charbonneau, a fait connaitre l'opinion de l'ALQ quant aux projets annoncés par madame Jean. Cette réponse, à la couleur du parti, traduit plusieurs mécontentements et désirs de changement par rapport au programme des Forces conservatrices du Québec.

Premièrement, M. Charbonneau trouve injustifiée l'instauration des vigiles citoyenne, en raison du risque réduit d'attaque terroriste d'envergure au Québec et la portée excessive de cette mesure. Deuxièmement, l'ALQ dénonce le fait que le FCQ n'ait jamais évoqué le sujet de la fiscalité, point important à ses yeux.

Dans le domaine de la santé, Laurent Charbonneau semble avoir de grandes ambitions que Lindsay Jean ne partage pas nécessairement, lorsqu'il fait référence aux conditions de vie dans les CHSLD. En 2016, la Commission de la santé et des services sociaux avait publié un rapport dans lequel elle déplorait la piètre qualité de vie de ces centres d'hébergement et l'ALQ veut remédier à ce problème.

Dans la même lignée, le chef mentionne aussi que la première ministre semble manquer d'ambition quant à l'avenir du Québec et est prêt à s'investir pour y remédier.

« Est-ce que la première ministre manque d'idées pour faire avancer le Québec? » Laurent Charbonneau.

Lors d'une entrevue avec monsieur Charbonneau, celui-ci a bien fait comprendre que malgré l'accord signé, le parti libéral n'est pas prêt à renoncer à son droit de parole et compte bien avoir son mot à dire dans les débats. De plus, le chef entrevoit l'accord avec le FCQ comme un signe de coopération de la part du gouvernement et salue son désir d'entendre le point de vue de son parti. C'est d'un œil optimiste que les Québécois peuvent considérer cette collaboration entre les deux partis.

Riposte à la première ministre

Charlène Marois

Journaliste

L'allocution de la première ministre n'a laissé personne indifférent, hier matin. Le pétrole, la sécurité ainsi que la discrimination systémique sont notamment des sujets qui ont fait fortement réagir le Parti vert l'avenir et l'Alliance libérale du Québec.

Selon le député du PVA Félix Naubert, l'extraction du pétrole est onéreuse et il est pratiquement impossible de croire que le gouvernement pourrait tirer profit d'une exploitation massive de cette ressource. Il a également dénoncé le caractère antidémocratique de cette proposition, puisque plus du deux tiers des Québécois y sont opposés.

En ce qui a trait à la sécurité, il est possible de distinguer dans plusieurs discours une incompréhension face aux propositions de la première ministre, que ce soit en matière de terrorisme ou de délinquance sexuelle.

Aux dires de la députée du PVA Audrey Dupras, un registre public des délinquants sexuels nuirait à la sécurité même de ces personnes. De plus, lors de la période des questions, le chef de l'opposition officielle a pris l'ensemble de son temps de parole pour aborder le sujet de la sécurité.

Selon l'opposition, la discrimination systémique fait également des ravages. Il est possible de l'observer dans plusieurs cas, dont celui des femmes, des autochtones et des immigrants. La députée de Lépine-Lopez a d'ailleurs mentionné l'inégalité à laquelle font face les nouveaux arrivants pour faire reconnaître leurs acquis. Ces derniers doivent, dans la plupart des cas, recommencer des études qu'ils ont déjà faites. Il y a aussi le fameux discours de la députée de l'Alliance démocratique Laura-Maude Fiset, qui a reproché à la première ministre d'avoir oublié de mentionner les autochtones dans son discours, et donc de fermer les yeux sur la discrimination systémique qui préoccupe tant notre société.

La famille au cœur des préoccupations des Forces conservatrices

Erika Lalancette

Journaliste

Un projet de loi du FCQ concernant l'accroissement de la natalité et la valorisation des valeurs familiales a été déposé mercredi en chambre. Le gouvernement souhaite ainsi stimuler l'économie et combattre le vieillissement de la population.

Des mesures financières avantageuses pour les familles québécoises ont été annoncées par monsieur Samuel Charpentier, ministre de la Famille. Une réduction du délai d'attente entre deux congés parentaux pour toucher des prestations a notamment été évoquée. À cela s'ajouteraient des primes versées aux mères pour la naissance de chaque enfant, allocations dont le montant varierait selon l'âge de la femme au moment de l'accouchement. Les prestations familiales déjà en place augmenteraient dans l'éventualité où un parent décidait de rester au foyer. Cela permettrait ainsi de favoriser le travail à partir de la maison.

Samuel Charpentier, ministre de la Famille
Source : Facebook

L'accord entre tous les partis, une première : projet de loi 3

Marguerite Amiot

Journaliste

Le projet de loi numéro 3 sur les dons d'organes est le seul ayant fait l'unanimité au sein de tous les partis lors de la séance d'hier après-midi à l'Assemblée nationale. Il s'agit d'une première depuis l'élection de la première ministre en place, madame Lindsay Jean.

Au Québec, la loi actuelle stipule que le don ne peut pas se faire de façon automatique, mais bien sur une base volontaire qui se manifeste par la signature de formulaires par la personne désirant donner ses organes et ses tissus après sa mort. Autrement, l'équipe médicale doit consulter les proches de la personne pour voir s'ils désirent procéder aux dons.

Le projet de loi 3 inverserait la procédure actuelle: le don d'organes deviendrait ainsi automatique, à moins d'une opposition explicite d'un citoyen. La proposition du gouvernement ne spécifie cependant pas de quelle manière les Québécois pourraient faire valoir leur volonté dans ce cas-ci, il faudra donc surveiller attentivement le déroulement des prochaines séances de l'Assemblée.

FORUM ÉTUDIANT

Immigration 101

Catherine Mac Neil

Chroniqueuse

C'est lors de la troisième séance de la présente législature qu'un projet de loi concernant l'amélioration de l'intégration des immigrants au Québec a été proposé par le gouvernement.

Les Forces conservatrices proposent de rendre obligatoires des cours de français pour les nouveaux arrivants au Québec, en plus de créer un programme gratuit d'apprentissage du français. On prévoit aussi la nomination d'agents chargés de l'application de ces nouvelles mesures. Bravo aux FCQ pour ce projet qui prône des valeurs de tolérance et de coexistence.

Évidemment, l'évolution du projet reste à surveiller, dans la mesure où il pourrait facilement déraper et restreindre l'immigration au Québec. Il faudra aussi surveiller de près les agents nommés pour encadrer l'application des mesures de francisation. Ces derniers s'inscriront-ils dans la même lignée que les vigiles citoyennes mentionnées par la première ministre Jean dans son premier discours? Traqueront-ils les immigrants en défaut afin de les « renvoyer chez eux »? De plus, les cours de francisation tiendront-ils compte de la situation économique précaire d'un nouvel arrivant? Finalement, ce projet portera-t-il également sur la reconnaissance des acquis des immigrants, essentielle à leur entrée sur le marché du travail?

Est-ce que la force et la contrainte vont vraiment donner les résultats espérés? Des mesures plus conciliantes ne permettraient-elles pas d'atteindre les mêmes objectifs, tout en favorisant un climat social plus sain pour tous les Québécois et Québécoises? Madame Jean, la balle est dans votre camp.

Source : la presse

SPÉCIAL 25e ANNIVERSAIRE : ENTREVUES AVEC DES ANCIENS

Catherine Fontaine

Journaliste

Aujourd'hui, dans le cadre du 25e anniversaire du Forum étudiant, *Res Publica* s'est entretenu avec Samuel Girard-Tremblay, ancien participant et accompagnateur depuis quelques années.

Depuis combien êtes-vous impliqué au Forum étudiant ?

Il s'agit de la troisième année que je suis accompagnateur au Forum étudiant. Un de mes collègues, enseignant en politique, m'avait sollicité pour reprendre l'activité et je l'ai fait. Ce collègue avait lui-même été mon accompagnateur lorsque j'avais participé au Forum étudiant il y a une quinzaine d'années. Je me souviens que ça avait été pour moi une expérience super enrichissante. Et je me suis dit que si, pour toutes sortes de raisons, mon collègue ne pouvait plus s'occuper de cette activité, ce serait dommage que les étudiants ne puissent plus participer au Forum.

Qu'est-ce qui vous a amené au Forum étudiant à titre de participant?

J'avais des amis qui étaient amateurs de politique, qui en mangeaient, alors que moi, la politique, c'était quelque chose qui m'intéressait sans plus. J'en voyais à la télé et on en parlait, mais je n'avais jamais vraiment été plongé là-dedans. C'est justement un de ces amis-là qui m'a demandé si j'étais intéressé à faire une simulation parlementaire avec lui et le club politique du cégep. J'ai embarqué et c'est seulement lors de la simulation que j'ai constaté l'importance et l'impact de la politique.

Quelle serait la meilleure anecdote que vous pourriez vous raconter ?

Moi et un de mes amis avions été affectés à la période de questions dans notre groupe. Nous avions droit à une question principale et deux complémentaires. Pour écrire nos trois questions, nous avions pris douze heures, la nuit entière en fait. Nous voulions tellement que nos questions soient parfaites, qu'elles coincent le ministre… Je crois que je n'ai jamais autant réfléchi à trois phrases de toute ma vie.

Avez-vous constaté une évolution dans le fonctionnement du Forum ?

Samuel Girard-Tremblay

Photo: Archive Res Publica 2017

Clairement. D'abord, il n'y avait qu'un journal et moins d'actualités internes. Ensuite, la joute médiatique a pris terriblement de l'importance et c'est une partie intéressante de la simulation. Puis, j'ai l'impression que c'est plus immersif, que l'étudiant prend plus en charge son propre rôle.

Qu'est-ce que cette expérience vous a apporté ?

Elle m'a apporté l'aisance dans l'expression publique, ce qui est relativement important dans le travail d'un enseignant au collégial. Cette expérience m'a également appris l'intérêt que peuvent avoir à la fois la politique, les médias et l'information. Finalement, elle a éveillé chez moi un intérêt pour la politique qui ne m'a jamais quitté.

L'équipe du Res Publica tient à remercier monsieur Samuel Girard-Tremblay pour son témoignage et invite ses lecteurs à surveiller attentivement toute la semaine les entrevues avec d'anciens participants du Forum.

La chance d'une vie?

Marguerite Amiot

Chef de pupitre

Si une chance unique se présentait à vous, seriez-vous assez opportuniste pour la saisir? Le Parlement francophone des jeunes vous propose une expérience hors du commun qui pourrait vous faire voyager au Luxembourg cet été.

L'objectif de ce programme de coopération interparlementaire, qui a été créé en 1999, est de réaliser une simulation parlementaire réaliste pour mettre en pratique le modèle de la démocratie et de former de véritables citoyens responsables au sein de la francophonie internationale.

Les étudiants qui sont sélectionnés pour cette opportunité proviennent de l'ensemble des pays membres de la francophonie. Du 6 au 11 juillet 2017, deux jeunes auront la chance de représenter le Québec. Ces derniers devront être âgés de 18 à 23 ans et répondre à d'autres critères de sélection qui sont disponibles sur le site internet du Forum Étudiant et celui du Parlement francophone des jeunes.

PARLEMENT FRANCOPHONE DES JEUNES

Au sein du Forum Étudiant, un nouvel encadreur et ancien participant, Samuel L'Heureux, du Collège Limoilou, y a déjà participé. Cette simulation lui a apporté beaucoup et il se compte chanceux d'avoir pu y prendre part. « Il s'agit d'une des expériences les plus formatrices de ma vie ». Il la recommande à tous les jeunes qui aiment la démocratie et qui désirent faire valoir leur opinion.

Qu'attendez-vous pour vous inscrire?

Pour avoir plus d'information, consultez :

http://parlementfrancophonedesjeunes.org

http://www.pariciladémocratie.com/participer/2805-parlement-francophone-des-jeunes-2017

Samuel L'heureux

Photo : Facebook

Les perles du Parlement

Catherine Mac Neil

Journaliste

Le Res Publica tient à remercier chaleureusement Charles Étienne Ostiguy, ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport et responsable de l'Enseignement supérieur pour ses citations colorées, parmi lesquelles nous avons retenu la crème de la crème.

Charles-Étienne Ostiguy

Photo: Facebook

« La formation professionnelle et l'économie pourront aller main dans la main comme trompette et bouche, ou encore comme guitare et Kaïn. »

« Il faut remplacer l'indigeste cours de monde contemporain par l'onctueux son d'un cours d'économie. »

« Donne une connexion WiFi à un bon travailleur québécois qui cherche une job, et il te sera reconnaissant pour l'éternité. »

« Les commissions scolaires, c'est comme la déneigeuse qui est devant la file qui tente de dépasser, mais la voie de gauche est pleine de neige fac [sic] on est comme pognés [sic] à attendre pendant une heure et demie pour se rendre au chalet pis [sic] c'est long…»

Une mention spéciale doit aussi être accordée à l'Alliance libérale du Québec, qui a fait du mot « abstention » son nouveau leitmotiv!

Pour nous joindre:

Courriel:

respublica2017@hotmail.com

FORUM ÉTUDIANT

Suivez-nous sur Twitter : respublica_2017